

UNE VRAIE FORMATION INITIALE ET CONTINUE

La situation actuelle : une formation initiale à reconstruire

La réforme de 2009, dite de la « masterisation », qui a conditionné l'accès au concours de l'enseignement à la possession d'un bac+5 et supprimé l'année de stage au sein d'un institut universitaire de formation des maîtres (IUFM), a profondément déséquilibré la formation initiale des enseignants. Aujourd'hui, la grande majorité des nouveaux enseignants se retrouvent en responsabilité d'une ou plusieurs classes sans véritable formation pédagogique et sans avoir jamais été face à des élèves. Or enseigner est un métier difficile, un métier exigeant ; un métier qui s'apprend. Il ne suffit pas d'être un bon historien pour savoir enseigner l'histoire ou de bien parler anglais pour faire apprendre cette langue à des enfants.

La formation initiale des enseignants est un enjeu majeur pour l'École de demain. C'est pourquoi il appartient aux ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche de mettre en place des formations et une offre de stages en écoles et en établissements à même de donner aux futurs enseignants les connaissances et les pratiques nécessaires à une prise de fonctions dans les meilleures conditions possibles.

L'objectif est de reconstruire un parcours équilibré, permettant une entrée progressive dans le métier ; un parcours à la fois professionnalisant et formateur, reposant sur une mise en responsabilité croissante, et s'achevant par l'obtention d'un master (bac+5).

Des dispositifs de pré recrutement pourraient venir compléter le dispositif, afin de garantir la possibilité d'études longues aux étudiants les plus modestes. Car il est difficile d'imaginer qu'une formation conduisant à un métier aussi fondamental pour la Nation ne puisse pas être accessible à tous.

Le but de cette réflexion est ainsi de créer une nouvelle dynamique, basée sur des constats partagés et prenant appui sur ce qui existe afin de rétablir une formation à la hauteur des enjeux et de rendre son attractivité au métier d'enseignant.

Quelles missions pour les écoles supérieures du professorat et de l'éducation ?

Des écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) doivent proposer des formations aux métiers de l'éducation. Tous les futurs professeurs, qu'ils se destinent à enseigner à la maternelle, en primaire, dans le second degré ou à l'université, pourraient y partager des moments de formation, et ainsi se forger une culture et un esprit communs. Comment cela peut-il s'organiser ? Quels enseignants pour ces écoles ?

Le rôle de ces écoles sera de fédérer les connaissances. Comment capitaliser sur la richesse et la diversité des unités de formation et de recherche proposées par les universités ? Comment développer des cursus adaptés aux besoins de formation des enseignants et aux différents métiers de l'éducation ? Comment développer, dans le premier degré, la polyvalence des enseignants ? Comment établir une formation scientifique, didactique et pédagogique aujourd'hui incomplète ou largement absente ?

Les enseignements théoriques devront être combinés à des stages fréquents au sein des écoles et des établissements scolaires, dans le cadre d'un parcours coordonné, en alternance, fruit d'un partenariat étroit entre les ESPE et les services départementaux et académiques de l'éducation nationale. Comment aider les étudiants à s'insérer progressivement dans le métier ? Avec quelles formes de stages (assistance pédagogique, observation, pratique accompagnée) ?

Une formation qui doit s'inscrire dans un cadre national

La richesse de notre paysage universitaire et les qualités de chacune des structures qui le compose, mais aussi son histoire et ses acquis, constituent une incroyable force sur laquelle il faudra s'appuyer pour bâtir les cursus de formation destinant aux métiers de l'éducation.

Ces cursus doivent cependant s'inscrire à l'intérieur d'un cadre national cohérent définissant, pour chaque métier, les compétences requises et un cahier des charges de formation. Des documents de référence devraient être élaborés et des dispositifs d'évaluation mis en place afin de mesurer la conformité des différentes formations au cadre national. Ce cadre devrait cependant pouvoir évoluer dans le temps pour s'adapter à la réalité du métier.

De même, cette gouvernance nationale, qui impliquera fortement les ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi que les grandes instances qui en dépendent, devra se décliner sur le territoire national, au sein des académies, dans le cadre d'une gouvernance locale structurée. Il sera ainsi possible, au plus près du terrain, de garantir le respect des lignes directrices fixées au niveau national en matière de formation des enseignants.

La formation continue

Les écoles supérieures du professorat et de l'éducation pourraient également jouer un rôle clé en matière de formation continue.

Ces écoles pourraient ainsi accueillir ceux qui, parmi les titulaires de masters, souhaiteront poursuivre leurs travaux universitaires dans le domaine de la recherche en éducation. Elles devraient également être ouvertes aux enseignants qui, dans le cadre de la formation tout au long de la vie, souhaiteraient acquérir le diplôme de master en validant des acquis de l'expérience professionnelle.

Enfin, et surtout, ces écoles ont pour vocation de devenir un lieu de formation continue offrant aux enseignants en poste des modules adaptés à leur besoins et à ceux de leurs élèves et leur permettant d'enrichir leur pratiques pédagogiques.

Comment augmenter le temps de formation proposé aux enseignants ? Quelle organisation et quel contenu de la formation continue développer afin d'apporter une véritable valeur ajoutée, notamment en matière d'apprentissage de la lecture, de numérique pédagogique, de prise en compte de la difficulté scolaire, d'accompagnement des élèves handicapés, ou encore d'évaluation des élèves ?